

Colombie. Investi président, Iván Duque promet de durcir la politique envers les guérillas

lundi 27 août 2018, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 8 août 2018).

Le nouveau chef d'État, conservateur, a annoncé mardi dans son discours d'investiture des "correctifs" à l'accord de paix signé fin 2016 avec l'ex-guérilla des Farc, tandis que l'opposition se mobilisait dans une trentaine de villes du pays pour défendre le pacte signé par l'ancien président de centre droit Juan Manuel Santos.

Le nouveau président, Iván Duque, qui a pris mardi ses fonctions à la tête de la Colombie, a réitéré dans son discours d'investiture sa promesse de durcir la politique de son prédécesseur, Juan Manuel Santos, envers les guérillas, [rapporte le quotidien colombien El Espectador](#), qui parle de l'ouverture de l'"ère Duque".

Le chef de l'État colombien a notamment annoncé des "correctifs" à l'accord de paix signé fin 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) (qui avait valu le prix Nobel de la paix à Juan Manuel Santos) et un durcissement des négociations avec l'ELN, dernier groupe menant une rébellion active.

L'opposition mobilisée

Un coup dur pour l'opposition, qui s'est largement mobilisée mardi, au moment de la cérémonie d'investiture, dans plus d'une trentaine de villes du pays, [comme l'explique El Tiempo](#). Vêtus de blanc, brandissant des fleurs et des drapeaux colombiens, les manifestants ont exigé la protection des activistes, dont 331 ont été assassinés depuis 2016, et le respect de l'accord de paix historique qui, cette même année, a mis fin à une confrontation armée de cinquante-trois ans avec la plus ancienne rébellion du continent.

Bien qu'il ait le soutien d'une coalition de droite majoritaire au Parlement, Iván Duque va toutefois devoir compter avec une opposition de gauche et du centre qui a accru sa représentation lors des élections législatives de mars dernier.

Le sort des déplacés en question

L'intransigeance d'Iván Duque sur la question des Farc inquiète aussi les millions de personnes déplacées par le conflit armé. [Le magazine américain National Geographic](#), qui s'est penché sur le sort de ces populations, explique que ces dernières attendaient en effet beaucoup de l'accord de paix de 2016.

Ce pacte promettait notamment le développement de programmes visant à aider les victimes déplacées par le conflit à récupérer leurs fermes ou se voir attribuer de nouvelles terres. Des espoirs aujourd'hui fragilisés par l'arrivée au pouvoir du nouveau président conservateur, dauphin de l'ex-chef d'Etat Alvaro Uribe. Ce dernier est très critiqué à l'égard de l'accord de paix signé avec les

Farc et partisan d'une ligne dure vis-à-vis des rebelles, qui ont tué son propre père.

“Le retour d'Uribe au pouvoir”

[Comme le rappelait fin juillet Al-Jazeera dans un article publié sur son site Internet](#), l'ancien président est accusé par une partie de l'opposition d'empêcher les paysans déplacés de revenir sur leurs terres. *“L'un des plus grands propriétaires terriens de Colombie, c'est Alvaro Uribe”,* affirme ainsi Carlos Páez, activiste engagé sur la question des restitutions territoriales. *“Il est opposé à ce que les paysans puissent retourner dans leurs régions pour reprendre possession de leurs terres. Et c'est en réalité lui qui est en charge du nouveau gouvernement.”*

Mardi, *“les vents d'août”* qui ont soufflé sur la cérémonie d'investiture *“ont marqué le retour d'Uribe au pouvoir”*, [renchérit l'hebdomadaire colombien Semana](#).

Courrier international

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier international

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/colombie-investi-president-ivan-duque-promett-de-durcir-la-politique-envers-les>